

LE CLERGÉ ESPAGNOL ET LES DÉSASTRES DE L'ESPAGNE

Les ordres religieux étaient les maîtres souverains des colonies espagnoles : ce sont eux, en effet, qui régnaient à Cuba et aux Philippines : l'armée espagnole était entre leurs mains, ils dominaient par elle ; et ce sont les abominables exactions, les vols, les rapines, l'arbitraire odieux des moines et des généraux cléricaux, qui ont fini par exaspérer les populations de l'archipel philippin et de l'île cubaine, et par les déterminer à la révolte ; c'est au régime clérico-militaire qu'elle a imposé à ses colonies que l'Espagne est redevable de ses désastres et de la perte de son empire colonial.

Mais ce qu'il y a de plus joli, c'est que le parti théocratique responsable des désastres de l'Espagne, une fois qu'il a vu définitivement vaincu le pays perdu par lui, par ses iniquités, par ses abus, s'est empressé de renier le drapeau espagnol, et s'est mis à la disposition du vainqueur, prouvant une fois de plus que pour lui il n'y a pas de patrie.

Les moines espagnols des Philippines, qui, depuis des siècles, pillent et volent ce malheureux archipel, voyant les flottes du roi Alphonse XIII détruites, sentant que la domination exploitée par eux était définitivement perdue, n'ont plus songé qu'à une chose, lâcher l'Espagne, passer aux États-Unis, en tirant pour eux-mêmes, au détriment de leur pays, les meilleurs avantages possibles de leur trahison envers leur patrie d'origine.

A la suite de la capitulation de Manille, les ordres religieux des îles Philippines ont cru comprendre que « leurs intérêts se trouvaient en péril ! Les bons pères franciscains, augustins, dominicains et jésuites se sont mis à trembler en pensant que les Yankees étaient fort capables de les déposséder des biens qu'ils ont si effrontément enlevés aux indigènes avec la bienveillante complicité de l'Espagne. Il ont alors songé à—passez-moi l'expression—lâcher d'un cran la nation qui, pendant plusieurs siècles, leur a permis de s'engraisser aux dépens des malheureux Tagals.

Par l'intermédiaire du R. P. Nazaleta, archevêque fugitif de Manille, ils ont mis en branle et intéressé à leur cause tous les prélats du secrétariat d'État du Saint-Siège et de la Propagande de la foi. Le préfet de celle-ci, le cardinal Lodochowsky, s'est même fait auprès du pape l'avocat des moines hispano-philippins, et a obtenu de Léon XIII l'autorisation d'agir par voie diplomatique auprès du président McKinley. Monseigneur Martinelli, nonce apostolique à Washington, a donc été chargé des négociations. Accompagné de l'archevêque Ireland, il s'est rendu au palais de Maison-Blanche et a officiellement demandé au président des États-Unis de vouloir bien reconnaître aux religieux des